

19, rue du Rhône
1204 Genève
Suisse

T: +41 (0)22 311 20 22
F: + 41 (0)22 310 21 93



info@asase.org

www.asase.org

CCP 12-5593-0

RAPPORT DE VISITE - JUBA - MARS 2017

2 - LE CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE LOLOGO



Abréviations

ACCORD	African Center For the Constructive Resolutions of Dispute
BIH	Be In Hope
CFPDC	Centre de Formation Professionnelle et de Développement Communautaire
CSSV	Centre de Santé Saint Vincent (à Nyarjwa)
EFF	Exploitation d'une Ferme Familiale
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PGR	Programme Générateur de Revenus
SHP	Santé / Hygiène / Premiers Secours
SPLA	Sudan People's Liberation Army
SSP	South Sudanese Pound (Livre Sud Soudanaise)
SVDP	Société Saint Vincent de Paul Juba
UNIDO	United Nations Industrial Development Organization
UNMISS	United Nations Mission In South Sudan

SOMMAIRE

1.Contexte institutionnel	3
1.1. Instabilité politique	3
1.2. Insécurité	4
1.3. Un Etat en faillite	5
2. Contexte économique	6
2.1. Inflation	6
2.2. Pénurie de devises	7
2.3. Famine	7
3. Témoignages de parties prenantes du programme, victimes du conflit	8
3.1. losike Custody, 24 ans, jardinier du CFPDC	8
3.2. Paul Amos Lubago, 40 ans, chauffeur pour SVDP	9
3.3. Benjamin Gore et Samuel Severino, 24 ans, diplômés 2015 en maçonnerie	9
3.4. Stanslous Mogga, directeur du Programme de Formation Professionnelle	10
4. Management de SVDP	11
4.1. William Takido, adjoint du Coordinateur des Projets	11
4.2. Stanslous Mogga, directeur du Programme de Formation Professionnelle	11
4.3. William Akech, directeur du Programme Be In Hope pour enfants des rues	13
4.4. Edwin Sam Mutyaba, chargé des ventes des PGR	13
5. Rapports entre SVDP et d'autres institutions	14
5.1. Ministère de l'Etat de Jubek de l'éducation, de la protection sociale...	14
5.2. L'UNMISS	14
5.3. Le PAM. et World Vision	16
5.4. L'UNESCO	17
5.5. L'Ambassade de Suisse à Juba	18
5.6. The Leprosy Mission	18
5.7. Caritas Internationalis	19
6. Le CFPDC de Lologo – La formation professionnelle	20
6.1. Nouvelles diverses	20
6.2. Mise en place d'un système de micro-crédit au bénéfice de certains diplômés	21
6.3. Formation des formateurs	21
6.4. Témoignages de diplômés	22
7. Les PGRs	24
7.1. Meubles en bois	24
7.2. Confection	25
7.3. Location du camion	25
7.4. Agriculture	26
7.5. Aviculture	29
7.6. Vente de briques Hydraform	30
8. Le CFPDC de Lologo – Les autres activités communautaires	32
8.1. L'école maternelle et primaire	32
8.2. Distribution de repas aux plus petits	32
9. Les autres programmes de SVDP Juba	33
9.1. Le CSSV	33
9.2. BIH	33

1.CONTEXTE

1.1.Instabilité politique

Alors que nous nous rendons à Rajaf, pour visiter le foyer Be In Hope pour enfants des rues de notre partenaire local, SVDP Juba, nous voyons des incendies sur un côté de la route. Ce sont des incendies volontaires qui, à la faveur des pluies intermittentes en cette saison sèche finissante, visent à faire pousser plus rapidement la végétation pour renouveler les aires de pâturages du bétail. Les aulacodes (ou « rats de roseaux ») sortent de leur terrier en feu et sont chassés par les enfants qui les mangent.



Puis Betram Gordon Kuol, le coordinateur des projets de SVDP Juba, me montre une petite route transversale. Elle mène vers l'île où résidait, jusqu'à peu, le Ministre du Travail, le Général Duop Lam, un des dix membres de l'opposition armée à avoir été nommé à un poste clé, il y a un an, au sein du gouvernement transitionnel d'unité nationale.

Ce général connu et respecté, qui avait servi des années dans l'armée soudanaise, a démissionné deux semaines auparavant, a quitté sa résidence et la région, et s'est rallié à l'ex vice-président en exil, Riek Machar, l'opposant principal du président Salva Kiir.

Stanslous Mogga, le directeur du Programme de Formation de SVDP Juba, qui est originaire de cet endroit, m'explique que cette défection a entraîné la fuite des habitants du village alentour. Ils ont craint le processus habituel de représailles de forces gouvernementales dans ce genre de circonstances : les soldats viennent patrouiller dans les alentours, interrogent les habitants, et peuvent confisquer les maisons du voisinage. Cela peut facilement dégénérer en exactions diverses.

Le général en question était un Bari, la tribu principale de la région Equatoria, où se situe Juba. Le risque dans ce genre de situation conflictuelle, est que cela entraîne une adhésion de la population locale, dans un réflexe d'appartenance tribale.

Au moment où j'écris ces lignes, cette défection n'a pas engendré d'incidents majeurs et le général est revenu dans la capitale le 13 mai en disant qu'il n'avait pas l'intention de fomenter une rébellion. Mais c'est un incident politique qui donne une idée du climat de tension régnant dans le pays.

Betram fait état des difficultés rencontrées dans le travail de SVDP concernant leur rapport avec les autorités : *« Les budgets votés au Parlement ne sont pas débloqués systématiquement. Il peut y avoir des discriminations. Le Ministère du Travail et du Développement des ressources humaines a été l'un des ministères accordés en 2016 au SPLA-IO («In opposition»), c'est-à-dire aux partisans de Riek*

Machar. Comme le ministre ne recevait aucun budget du gouvernement, il est reparti rejoindre les rebelles. Son successeur a fait de même.

Mais même au sein des ministères qui ont été attribués aux partisans de Kiir, tout dépend de la relation personnelle du ministre avec le président. Ça fonctionne comme ça : vous vous rendez au ministère avec votre demande budgétée. Si le bureau du président est contacté, celui-ci appellera le ministère des finances. Sinon, il n'y a pas de financements. »

1.2. Insécurité

A Juba, pour lutter contre le trafic d'armes, les véhicules (même ceux des « officiels ») ne peuvent plus avoir de vitres teintées. Cette mesure peut donner lieu à des abus lors des contrôles policiers ou militaires. Bien qu'ils aient des ordres stricts limitant leur action à la recherche d'armes, les patrouilles n'hésitent pas à devenir suspicieuses, voire menaçantes, si elles tombent sur une personne transportant des sommes jugées importantes. Dans ce cas, les gens ordinaires préfèrent souvent payer un petit quelque chose plutôt que de se faire confisquer la totalité de leur liquide.

Le gouvernement rejette toujours la demande de l'ONU, datant de près d'un an, de déploiement de 4000 casques bleus supplémentaires, armés. Il a mis comme condition que les troupes devaient provenir d'un pays considéré comme neutre (comme le Rwanda).

Les Japonais présents vont se retirer en mai avec leur contingent de casques bleus. Ils ne souhaitent pas que leur force soient engagés dans des combats.

Ils ont constaté par ailleurs l'échec du projet de formation professionnelle qui devait être mis en place par le gouvernement avec leur soutien.

Ils laissent en plan le pont qui devait être terminé en 2018, juste à côté du CFPDC de Lologo.

Ils étaient aussi actifs au niveau des infrastructures électriques de la ville et de la maintenance des routes (Photo : on les voit notamment travailler sur la piste que l'on emprunte pour se rendre au CSSV à



Nyarjwa).

Quant aux ONG et aux autres organisations, ils interprètent le refus du gouvernement du déploiement de forces onusiennes complémentaires comme une volonté de poursuivre la guerre. En conséquence, beaucoup ont fermé leurs bureaux depuis juillet, pour des raisons de sécurité et donc de coût des expatriés. D'autant que le gouvernement a décidé de taxer les travailleurs étrangers.

De nombreux hôtels et restaurants, tenus par des étrangers (indiens, éthiopiens...), ont mis la clé sous la porte.

Sur la route de Gudele, que l'on emprunte pour aller à Nyarjwa, tous les panneaux solaires ont été volés.

Les routes ne sont pas sûres.

J'ai vu l'unique camion de pompiers de la capitale... et il était hors service.

Les civils ont déserté beaucoup de lieux en Equatoria (Kodja Kodja, Yei) et ont fui vers les camps de réfugiés en Ouganda. Dans ces endroits, ne restent pratiquement que des soldats qui ont la gâchette facile et ne combattent en réalité que des civils.

Dans ses allocutions, le gouvernement tente d'élargir l'éventail de son soutien au-delà des composantes tribales (les Dinkas constituent la majorité du contingent de l'armée régulière) en ayant un discours plus politique.

Le gouvernement d'unité nationale a vocation à durer trois ans, jusqu'aux élections prévues initialement en 2018. Mais tout porte à croire qu'elles ne seront pas tenues. Les autorités mettent en avant l'insécurité ambiante qui empêcherait d'organiser un recensement préalable.

1.3. Un Etat en faillite

Plus de la moitié des revenus pétroliers sont alloués à la défense.

Globalement, la gestion des revenus du pays a été peu bénéfique au bien commun.

Par exemple, les officiels (notamment les alliés de Riek Machar) ou la milice des opposants ont été logés en nombre dans des hôtels (à Khartoum, au Soudan), et parfois plus de deux ans (à Juba).

Autre détail significatif : 6 millions de \$ ont été dépensés pour renforcer la sécurité des bureaux présidentiels (notamment pour éviter les vols).

Les ministères sont quasiment dénués de budget.

J'ai rencontré le ministre de l'Etat de Jubek en charge de l'éducation, de la parité et de l'aide sociale à Juba. L'état de délabrement des bureaux en disait long sur l'absence de moyens dont il dispose. Et cela a été confirmé par nos échanges : « *Nous faisons face à de graves problèmes, nous n'avons pas de moyens financiers.* » Leur enveloppe budgétaire ne leur permet même pas d'assurer régulièrement le traitement des fonctionnaires.

Une anecdote révélatrice : Betram loge depuis les événements de juillet 2016 dans une résidence de l'Université de Juba.

Or parmi les autres résidents, figure le ministre du Commerce du gouvernement Central, nommé il y a quelques mois. Lorsqu'il a pris ses fonctions, il n'a pas pu avoir une voiture de fonction pendant un mois (le véhicule qui devait lui être attribué ayant été réquisitionné par le personnel du Protocole pour la visite du roi du Maroc).

Aux abois, les autorités cherchent toutes sortes de moyens pour ponctionner des ressources.

Pendant mon séjour, ils ont annoncé vouloir multiplier par cinq la redevance d'atterrissage des compagnies aériennes qui assurent les liaisons avec Juba. D'où la réaction des compagnies : Ethiopian Airlines a arrêté les vols la veille de mon départ, et FlyDubai le lendemain !



Chaque année, les comités chargés de l'enregistrement des terrains du payam (une des entités administratives du pays) changent et en profitent pour augmenter les taxes foncières.

2.CONTEXTE ÉCONOMIQUE

2.1. Inflation

Le taux de change au début de mon séjour était de 110 SSP/\$ (contre 37 SSP un an auparavant). A la fin de mon séjour, il était de 119 SSP/\$!

En un an, le sac de riz est passé de 750 SSP à 7000 SSP (x9),

le kg de poulet de 300 à 1000 SSP (x3),

le kg de maïs de 40 à 104 SSP (x2,6),

le kg de sorgho de 19 à 54 SSP (x2,8),

une bouteille d'eau de 3 à 40 SSP (x13),

une tasse de thé de 1 à 20 SSP, les 200l d'eau du Nil de 35 à 120 SSP (x3,4),

la bière de 4 à 120 SSP (x 30) !

Un kg de tomates coûte 300 SSP (2,7\$).

Dans un restaurant Sud Soudanais, fréquenté par des généraux et autres fonctionnaires des ministères, j'ai mangé¹ pour 500 SSP (moins de 5\$).



L'effet sur les budgets de SVDP est important : par exemple, une cartouche d'encre pour l'imprimante de Betram coûte 95\$, et il en faut quatre.

Le prix officiel de l'essence a légèrement augmenté (36 SSP au lieu de 22 SSP / l), mais les stations-services ne sont pratiquement plus approvisionnées. « Depuis mon retour d'Europe en septembre 2016, nous n'avons jamais pu faire le plein d'essence en station-service », m'a dit Betram. Et au marché parallèle, le

prix du litre est à 100 SSP.

De novembre à janvier 2016, il est même monté à 120 SSP, du fait des détournements des camions citerne vers le Congo, où le prix à la pompe était de 2,5\$/l (contre 0,32\$/l au Soudan du Sud).

En conséquence, les camions citernes qui vendent l'eau du Nil se font plus rares, et les habitants ont

¹ J'ai eu un peu de mal, et pourtant je ne suis vraiment pas difficile... Une question d'habitude, probablement...

soif...

2.2. Pénurie de devises

Les banques n'ont plus de dollars. Les billets sont rares.

J'ai rencontré M. Aberra, le directeur de la Buffalo Commercial Bank et Andrew Mayen Akuak – le Deputy General manager - et j'ai essayé de négocier une baisse des charges pour SVDP.

Par exemple, quand SVDP transfère des dollars en Ouganda, les charges sont de 1,5%.

Je suis ressorti du rendez-vous sans avoir obtenu quoi que ce soit, si ce n'est la confirmation que la banque tenait à poursuivre son soutien à SVDP, dont elle admire le travail.

SVDP pourrait ouvrir un compte à l'étranger, à Kampala par exemple, mais cela ne paraît pas la solution la plus simple.

SVDP s'est arrangé avec une société qui accepte des chèques en dollars (car elle a besoin de faire des transferts à l'étranger en dollars) et donne en contrepartie des SSP au cours parallèle du jour moins 5%.

Cette année (2017), les virements des donateurs anglais et autrichiens ont accusé d'énormes retards, allant parfois jusqu'à deux mois. Même s'ils ont adopté, à la suite d'ASASE, les services de Western Union Business Solutions (WUBS), il semblerait que le problème provienne du cheminement des fonds, et notamment du fait que pour ces donateurs, contrairement à ASASE, les fonds transitent par des banques intermédiaires avant d'arriver chez WUBS. Les services de compliance de certaines banques sont particulièrement rétifs à des transferts au Soudan / Soudan du Sud. Cela dépend des banques intermédiaires : les fonds provenant des donateurs autrichiens n'accusent pas le même retard (ceux de Missio arrivant plus vite que ceux de Caritas Graz).

Betram raconte : *« Une fois pour faire un test, nous avons transféré des fonds pour l'achat du matériel, de la Buffalo Bank à un compte à Kampala, mais à travers une autre banque que l'établissement habituel. Cela a pris plus d'un mois. Nous avons ensuite envoyé le même montant, toujours de la Buffalo, mais à travers une autre banque intermédiaire, et cela a pris un jour. »*

D'après la Buffalo Bank, la seule banque américaine intermédiaire qui ne pose pas de problème serait la Citibank.

2.3. Famine

« Pour la sécheresse, il y a deux caractéristiques à prendre en compte », dit Betram : « l'intensité et la durée. La sécheresse en 2016 n'a pas été particulièrement intense au Soudan du Sud. Elle n'a pas vraiment arrêté les travaux agricoles. »

C'est la guerre qui est la cause majeure de la famine.

Généralement au Soudan du Sud, les récoltes commencent en août et durent jusqu'en octobre. Avec les événements de juillet dernier, les gens se sont enfui et ont abandonné leurs cultures.

Betram donne l'exemple de son village d'origine : *« le sorgho avait été planté en grande quantité, car c'était la deuxième année de suite qu'ils utilisaient des tracteurs pour labourer. Dans le passé, ils n'étaient utilisés que pour faire les trous. Mais depuis deux ans, des coopératives avaient apporté des tracteurs. Les gens ici aiment les aliments bien blancs, comme le riz ou le sorgho blanc. Dans mon village, c'est cette variété qu'ils avaient plantée, même si elle attire les oiseaux. Les habitants ont fui, ont laissé en plan les cultures, et celles-ci étaient tellement abondantes que quand ils sont revenus fin septembre, les*



oiseaux n'avaient pas pu tout manger : ils ont pu récolter un peu. »
L'aliment de base actuellement est la lentille.

3. TÉMOIGNAGES DE PARTIES PRENANTES DES PROGRAMMES, VICTIMES DU CONFLIT

3.1. losike Custody, 24 ans, jardinier du CFPDC

losike s'exprime en anglais. Il a été embauché par SVDP depuis septembre 2016. En juillet, lorsque les combats ont éclaté dans la capitale, il était en période d'essai. Pendant des jours de vacances, il s'était rendu à Torit, sa ville natale, à 140 km de Juba, pour rendre visite à des connaissances.

Au retour, à une dizaine de km de Torit, vers 10h du matin, le mini-bus (taxi) qu'il avait pris a été victime d'une embuscade près d'un pont.

losike n'a aucune idée de l'identité (rebelles ou pas) des assaillants postés des deux côtés de la route qui leur ont tiré dessus pendant une dizaine de minutes.

Deux passagers sont morts sur le coup, cinq ont été blessés. Les attaquants leur ont ensuite volé leurs biens et leur ont enjoint de repartir.



Comme le véhicule était hors service, ils ont dû repartir à pied à Torit. losike, qui avait été touché aux deux jambes, saignait abondamment.

Il a été soigné en urgence dans un hôpital de Torit, où il est resté trois semaines, à ses frais (300 \$). On lui a retiré deux balles, mais selon il lui en reste au moins une dans le pied droit, mais il n'a pas les moyens de se soigner.

« Les jours où les températures baissent, mon pied enfle, et je m'inquiète.

Et ce n'est pas évident de travailler dans ces conditions.

Je vis seul à Juba. Mon père a été tué en 1998. Ma mère et mes frères et sœurs sont coincés à Yei pour l'instant. Dès que je peux, je leur envoie un peu d'argent.

J'ai vécu 14 ans dans un camp de déplacés en Ouganda. J'ai arrêté ma scolarité en quatrième année de secondaire. Parfois ici, nous n'avons pas le choix. Nous vivons parce que nous sommes supposés vivre. Pas parce que nous le souhaitons. Nous faisons ce que nous pouvons, suivant nos opportunités. Je fais ce travail pour survivre et parce que je dois aider ma famille.

Je voulais m'inscrire pour suivre une formation en mécanique automobile dans le Centre, parallèlement à mon travail de jardinier. Mais les événements de juillet ont perturbé mes plans.»

Une petite somme lui a été remise, dont une partie de la part d'ASASE, pour l'aider de poursuivre les soins dont il a besoin.

3.2. Paul Amos Lubago, 40 ans, chauffeur pour SVDP

Paul s'exprime en arabe. Il a toujours vécu à Juba.

Avant d'être embauché par SVDP en 2015, il était chauffeur pour des ministères.

En juillet, alors que les combats faisaient rage dans son quartier (Gudele), il a dit à sa femme et leurs cinq enfants de s'enfuir. Il est resté chez lui, le temps de fermer les portes. Quand il a tenté de les rejoindre, c'était trop dangereux, il est donc resté chez lui à plat-ventre au sol.

Ça ne l'a pas empêché de recevoir, en haut de la cuisse droite, une balle qui lui a traversé la jambe.

Il a été soigné dans un hôpital chinois. Il est resté trois jours. Ça lui a coûté 5000 SSP (environ 50 \$).



Mais les dégâts dans sa jambe n'ont pas été soignés. Elle est de plus en plus paralysée. On lui a conseillé d'aller se faire soigner à Khartoum. Autrement, son état ne va que se péjorer.

Sa famille est indemne, mais lorsqu'ils sont revenus chez eux une semaine plus tard, tous leurs biens avaient été volés.

Paul ne peut plus travailler en tant que chauffeur. Sa jambe lui fait mal.

Sa femme achète des légumes chez des grossistes et les revend sur les marchés.

Ils n'ont plus les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école (7500 SSP au total pour les cinq enfants, environ 75\$).

Une petite somme lui a été également remise, dont une partie de la part d'ASASE.



3.3 Benjamin Gore et Samuel Severino, 24 ans, diplômés 2015 en maçonnerie

Benjamin et Samuel sont cousins et vivent dans un quartier résidentiel de Juba.

Le 11 juillet, Samuel a reçu un coup de téléphone l'informant que Benjamin s'était fait tirer dessus. Il a dû attendre que les combats dans le quartier baissent d'intensité et le lendemain, il a trouvé Benjamin dans le coma. Il l'a emmené à l'hôpital. Benjamin s'était réfugié avec son petit frère sous une table. Ils se sont fait tirer dessus de l'extérieur.

Il a, pour sa part, perdu un œil. Il a encore une balle dans la jambe, et une de ses mains est handicapée.

3.4. Stanslous Mogga, directeur du Programme de Formation Professionnelle

En 2014, alors qu'il rentrait chez lui, dans le quartier de Muluki, à Juba, vers 20h, Mogga a été attaqué par quatre individus armés, sur deux motos. Ils ont volé le Landcruiser 4x4 de SVDP.

Après avoir patienté 18 mois, SVDP a finalement récupéré le véhicule qui avait été volé par un brigadier de police.

Grâce à un petit signe distinctif qui n'avait pas été vu par les voleurs (petit renforcement sur la carrosserie au niveau d'une portière, cf photo ci-dessous), le véhicule avait, à plusieurs reprises, été repéré par Mogga, dans la capitale, complètement recustomisé et pourvu évidemment d'autres plaques. Etant donné le



statut du voleur, l'enquête et la recherche du véhicule a été une opération très délicate. La Sécurité déconseillait à Betram de faire jouer ses relations dans l'armée.

Finalement Betram a fait jouer ses relations. Il y a eu confrontation avec les voleurs (trois personnes, dont le gradé militaire) ; Betram a fait venir un évêque, et lorsqu'il est reparti avec le véhicule, il est allé directement le garer dans la résidence de l'évêque (ils étaient suivis). Trois jours après, le véhicule, complètement différent, est reparti de l'évêché : les mécaniciens de SVDP avaient échangé des pièces avec d'autres véhicules similaires de la flotte SVDP.



En 2015, alors qu'il circulait en moto, Mogga a eu un accident et s'est cassé la jambe. Il a dû marcher avec des béquilles pendant six mois.

Pendant les combats de juillet 2016, il a reçu un appel d'un membre de la Sécurité qui lui a déconseillé de rester chez lui, parce que les voleurs du 4x4 auraient pu en profiter pour venir se venger.

« Mais les combats étaient tellement rudes aux alentours que nous n'avons pas quitter notre maison pendant deux jours. Nous sommes allés passer une nuit chez des amis. Le lendemain, avec ma femme et mes quatre enfants, nous avons marché une dizaine de kilomètres jusqu'au pont de Juba. De là, sur trois motos, nous avons été à Rajaf, mon village d'origine.

Nous avons emménagé sur l'île de Rajaf. Cela m'a ramené à 1965, quand Rajaf avait été totalement incendié par les Arabes. J'avais 7 ans. On avait trouvé refuge sur l'île, avec mes parents.

Donc depuis juillet, je ne suis plus retourné dans ma maison de Muluki. Un de mes voisins m'a dit que toutes les portes avaient été ouvertes et que tous nos biens avaient été volés.

C'était plus sûr de vivre à Rajaf qu'à Juba, où chaque nuit des gens se font cambrioler, agresser, voire tuer sans aucune raison... jusqu'au 9 mars quand ce général [cf 1.1] a décidé de démissionner. Je le connaissais, il était originaire de mon village. On m'a alors conseillé de bouger. Les soldats sont venus sur l'île. Donc nous avons déménagé à Kator [le quartier de la cathédrale de Juba] : nous avons une chambre, chez des amis. Nous y sommes toujours. C'est un désastre pour moi. »

Sa femme travaille à l'UNESCO. Il me dit que s'ils mangent un repas par jour, c'est déjà bien.

4. MANAGEMENT DE SVDP

4.1. William Takido, adjoint du Coordinateur des Projets

William supervise en particulier le programme BIH pour enfants des rues à Rajaf et les projets à Nyarjwa (autrement dit le PGR agricole, le CSSV, et un Centre d'alimentation pour 300 enfants).

Engagé il y a un an et demie, il a fait preuve de grandes qualités : engagement sans faille dans son travail, honnêteté, capacité à réellement affronter les difficultés.

Selon Betram, il a tendance à vouloir économiser de l'argent, et parfois aux dépens de la réalisation des choses.

Mais Betram souligne que William T. a réussi à s'imposer dans l'équipe à son poste, ce qui n'était pas gagné.

Son prédécesseur, Patrick, qui n'avait pas la personnalité requise, avait échoué : *« Il n'avait pas la capacité de faire face aux problèmes, notamment les petites conspirations internes fomentées par des gens comme Mogga et son équipe (les formateurs etc.). J'avais averti William, dès son arrivée : « Fais attention, tu es une cible : assure-toi d'être irréprochable ». Et William a vite vu qu'effectivement il n'était pas le bienvenu pour Mogga »*.



Mogga, William et Betram

4.2. Stanslous Mogga, directeur du Programme de Formation Professionnelle

Mogga travaille à SVDP depuis 1998. Il faisait auparavant partie de l'équipe de SVDP Khartoum.

« Mogga, s'il en était capable, aurait voulu être à la tête de SVDP », estime Betram. « Mais il sait bien qu'il en est incapable, sans moi. En tant que directeur du programme phare de SVDP, il s'est longtemps considéré comme le numéro 2, et hostile à tout nouveau venu susceptible de modifier cette hiérarchie.

C'est un homme très doux. On n'a jamais l'impression qu'il est en colère. Mais ses manœuvres par derrière peuvent être redoutables.

D'ailleurs, j'en ai moi-même fait les frais au début, quand je suis arrivé à Juba, après Mogga et son équipe. Mais au bout d'un moment, ils sont tous venus, un par un, se plaindre dans mon bureau : « Nous comptons sur toi. Nous n'en pouvons plus de Mogga... ». Parce qu'ils se rendaient compte que quand il y avait un problème, Mogga disait jamais « non », mais il ne faisait rien pour le résoudre. Par exemple, quand Joseph, le professeur de mécanique auto, s'est cassé la jambe dans un accident de moto...

Betram essaie de déléguer davantage, de ne plus tout contrôler, et de compter davantage sur les autres. Avec Mogga, c'est compliqué.

Avant de partir en Australie en décembre 2016, Betram l'avait chargé, pour le programme de formations, de faire la première commande de matériels et petits équipements en Chine. D'importantes économies étaient attendues de cette commande, comparativement avec les fournisseurs habituels ougandais.

A son retour, Betram a dû gérer lui-même la commande, et la faire auprès des fournisseurs habituels en

Ouganda, étant donné les délais réduits jusqu'à l'ouverture de la neuvième session.

« Tu dois t'impliquer dans tout ce qu'il fait », me dit Betram. « Je l'appelle trois fois par jour pour superviser son travail. Il n'évoque jamais les difficultés qu'il rencontre. D'ailleurs, il ne me tient au courant que quand quelque chose fonctionne. Si bien que je sais pertinemment, quand il est en réunion, que s'il ne m'appelle pas, c'est qu'il y a un problème ! C'est sûr à 100% ! Et quand je l'appelle, il tente de minimiser les problèmes, mais j'insiste jusqu'à ce qu'il lâche le morceau.

Prends par exemple le problème que nous avons eu l'année dernière au moment de l'enregistrement au cadastre du terrain agricole de Nyarjwa, pour préparer sa clôture. Quand la communauté locale de Nyarjwa a essayé de renégocier les termes de l'accord initial [cf 7.4.], j'ai chargé Mogga de se rendre au village et j'ai demandé à William T. de l'accompagner. Leur réunion s'est bien passée, mais plus tard, les habitants l'ont rappelé et lui ont dit : « Tu sais, le terrain que nous vous avons cédé est très grand, alors nous voudrions que la clôture s'arrête à 500 m sur un versant (au lieu de 800m). Je n'ai appris cela qu'en allant sur place un jour.

Mogga ne respecte pas les procédures internes. Par exemple, quand il s'agit de recruter des ouvriers pour un travail occasionnel, notamment pour les PGR agricole ou de confection. Nous avons convenu que Mogga doit soumettre une liste à Kalisto, qui doit être ensuite discutée avec Marlin, la comptable, pour évaluer les coûts, et c'est moi qui décide au final de la pertinence ou pas de ces embauches ponctuelles. Au lieu de cela, Mogga va voir une dizaine de femmes qu'il connaît et on se retrouve en fin de mois à rémunérer des personnes sans avoir été mis au courant.

Quand Kamal [l'ancien Secrétaire Général de SVDP Khartoum avec qui Betram a longtemps travaillé] disait : « En termes d'équipe, j'ai la quantité, pas la qualité », il faisait référence à des gens comme Mogga.

Mogga ne s'assied jamais à son bureau pour écrire une note, bien qu'il écrive très bien.

Nous avons été ensemble dans la même école en arabe, puis dans la même université en Egypte. Je lui disais, à propos de l'anglais : « tu n'apprendras jamais une langue en classe, tu dois t'y mettre par toi-même. ». Je l'ai encouragé et depuis deux ans, il a fait des progrès.

Et c'est le genre de personne qui se satisfait de la moindre chose. Si 1% d'un projet est réussi, c'est un succès pour lui. Je lui ai dit que personnellement, je serai toujours insatisfait des 99% restant.

D'un autre côté, il est originaire de Juba, et cela se révèle souvent utile. Par exemple, lorsqu'il a fallu enregistrer les terrains : « Si tu envoies au cadastre une personne qui n'est pas d'ici », m'explique Betram, « les fonctionnaires vont se demander « qu'est-ce qu'elle fait ici ? » Moi, ça va : ils m'ont vu depuis que je suis arrivé à Juba. Mais autrement, si la personne a un nom Dinka ou Nuer, elle aura du mal à finaliser ses démarches. Ceux qu'ils font dans ce cas, c'est qu'ils inscrivent simplement le nom d'une autre personne ! Et ensuite, tu dois t'engager dans un procès pour prouver que tu es propriétaire.

Globalement, Mogga est efficace pour gérer les tâches qui ne présentent pas de problèmes particuliers, comme rapporter de l'information, entretenir des liens avec l'Eglise et les communautés locales... »

J'ai pu moi-même constater que Mogga est très au fait de l'actualité : il lit les journaux, écoute la radio. Et il connaît beaucoup de monde dans les institutions, et les communautés locales. J'ai donc suggéré qu'il soit chargé de l'approche des institutions présentes (en particulier des ONGs). Il a semblé tout à fait adhérer à cette proposition. Mais selon Betram, il ne faut pas trop escompter de cette réorientation de son rôle au sein de SVDP. D'abord parce que la formation professionnelle est l'affaire de sa vie. Et ensuite parce que si Mogga a une réelle capacité d'entretenir et de solliciter son réseau existant, il est incapable de l'étendre en allant taper aux portes.



C'est pourquoi William T. le secondera systématiquement dans le travail d'approche. Et occasionnellement, Betram lui-même se rendra aux forums et autres réunions de mise en contact.

4.3. William Akech, directeur du Programme Be In Hope pour enfants des rues

Depuis le changement de parents nourriciers dans le foyer (cf mon rapport de visite 1 dédié à ce programme), William A. ne représente plus un problème pour le bon déroulement du programme BIH. Il faut ici saluer le management de Betram qui, à force de patience et de fermeté, a réussi à le garder tout en le pilotant.

Betram m'explique que William A. aime être toujours considéré comme le Directeur de BIH, mais qu'en réalité, il est de moins en moins impliqué dans la gestion du programme. Pour les approvisionnements, c'est à présent un Comité d'achats qui prend les décisions et fait le suivi : William A. en fait partie, avec Marlin, la comptable, et Nyarwelo, le père nourricier du foyer.

William A. est devenu très utile dans certaines tâches logistiques à Lologo.

C'est par exemple lui qui est en charge de l'approvisionnement en essence sur le marché noir.

Idem pour les opérations de change sur le marché parallèle.

Ni Betram, ni son adjoint William T., ni Mogga, ne sauraient comment entrer en contact avec les interlocuteurs sur ces marchés parallèles. « Pour lui, c'est l'environnement normal », m'explique Betram.



« Et quand il y a un problème quelque part, nous l'envoyons. Il est certes bouillonnant, mais au moins, contrairement à Mogga, quand il est en charge de quelque chose, il le fait. »

4.4. Edwin Sam Mutyaba, chargé des ventes des PGR

Edwin est Ougandais. Il a travaillé auparavant au Kenya et au Rwanda, notamment dans des entreprises du bâtiment.

Il a été embauché par SVDP en novembre 2016.

Le recrutement d'un commercial a été d'autant plus compliqué que les incertitudes concernant l'inflation ont rendu peu attractive une rémunération à la commission.

Un accord a été trouvé pour un statut de consultant et une rémunération forfaitaire de 800\$/mois. Ce qui est extrêmement élevé comparativement aux autres employés (6 fois le salaire brut de Betram !) et implique du chargé des ventes qu'il prouve rapidement son efficacité en termes d'augmentation des bénéfices des PGR.

« Quand il est arrivé en fin d'année », raconte Betram, « je lui ai demandé de me donner sa vision de sa mission. Il a écrit des notes intéressantes. Nous en avons discuté ensemble, en impliquant William T. et Marlin. Je lui ai dit : « C'est très bien, mais maintenant, je veux que cette belle théorie se concrétise en actions. »

Jusqu'à présent, pour qu'il ait une vision globale de nos activités, je lui aussi demandé d'aider William dans la rédaction des rapports, avant que William ne me les soumette. »

Ayant une expérience dans la construction, Edwin a voulu montrer ses compétences en travaillant sur le projet de maison d'hôtes qui servira de lieu d'exposition pour promouvoir la vente des briques Hydraform utilisées, et de show-room pour les meubles (tous issus du PGR menuiserie).

« Il est arrivé avec un plan qui ne correspondait pas au plan que nous avons déjà élaboré », dit Betram. Je lui ai dit : « Très bien, ce bâtiment est un investissement lié aux PGRs ; mais n'oublie pas qu'il n'a pas vocation à être une simple construction. Pour le moment, j'attends de toi que tu essaies de baisser les coûts de construction. Et ta responsabilité sera réellement engagée dès l'ouverture de cette maison »

d'hôtes, dans la manière de la gérer, pour qu'elle engendre des profits. »

5. RAPPORTS ENTRE SVDP ET D'AUTRES INSTITUTIONS

5.1. Ministère de l'Etat de Jubek de l'éducation, de la protection sociale et de l'égalité des genres

Nous n'avons pas pu obtenir grand-chose du ministre Dr Wani Sule Lado.
Il a proposé des manuels pour la formation professionnelle...

Mais pour l'école primaire du CFPDC de Lologo, il pourrait soutenir une approche par SVDP de l'UNESCO pour un soutien éventuel.

Et le jour où SVDP a besoin d'un terrain pour y créer une école secondaire (ou pour déplacer l'école primaire), il pourrait en faciliter l'octroi, par ses recommandations.



5.2. L'UNMISS

C'est l'ONU qui a approché SVDP Juba, pour une mission impliquant les

communautés vivant autour de leur énorme *compound*, situé en dehors de Juba, près des montagnes. Ils ont évalué quelques ONGs locales, et ont estimé que c'était SVDP qui avait constitué le réseau social le plus étendu, et qui était la mieux placée pour engager les communautés dans quelque travail que ce soit.

SVDP leur a également signalé qu'ils avaient déjà travaillé il y a quelques années avec un organisme de l'ONU, l'UNIDO, pour qui ils avaient formé 300 apprentis au sein du CFPDC de Lologo, en plus des apprentis de SVDP.

SVDP Juba a donc été sélectionné pour un projet simple.

Il s'agit d'une mission à réaliser autour de l'énorme *compound* (où l'on ne voit circuler que des 4x4 de l'ONU) et ultra sécurisé (quoique les portiques électroniques ne fonctionnaient pas), qui abrite, depuis le déclenchement à Juba du conflit fin 2013, des civils, principalement des Nuers qui craignent toujours d'en ressortir.

Or, durant la saison des pluies (qui allait débuter en avril), les zones naturelles au-delà des clôtures barbelées se couvrent de buissons et d'arbustes qui pourraient constituer des caches pour des armes, provenant soit de l'extérieur, soit de l'intérieur. La mission consiste à défricher le pourtour du *compound*, sur une distance de 200 m.

Elle devrait durer deux mois et s'achever fin mai.

L'UNMISS verse environ 35 000 \$ à SVDP qui engage des personnes appartenant à la communauté des environs du *compound*, puis supervise les travaux.

Betram raconte : *"L'UNMISS nous a dit : « Si vous accomplissez bien cette mission, cela vous ouvrira de nombreuses opportunités. Nous sommes allés rencontrer les communautés",* raconte Betram. C'est William T. qui pilote ce projet.

Nous avons rencontré Sam Muhumure (Officer in Charge), Numa Sham, Mamoun Atanaziou et Tartisio

Philip, de la section Relief, Reintegration and Protection.

Sam Muhumure : « Nous sommes heureux de ce nouveau partenariat. Ce n'est que le début. On m'a dit beaucoup de bonnes choses concernant Saint Vincent... J'attends de voir. Il y a une opportunité maintenant, c'est un petit projet. Mais je pense qu'il a beaucoup de potentiel... surtout dans ces circonstances très difficiles. C'est la qualité de votre performance qui va soit alimenter le partenariat, soit le ruiner. Nous ne pouvons pas nous engager dès à présent pour l'avenir. Mais tout ce que nous pouvons dire, c'est que les possibilités sont là, et je dois dire qu'il y a un déficit d'organisations locales fiables au Soudan du Sud. Par conséquent, même si vous n'obtiendrez pas de grands projets de l'UNMISS elle-même, vous pouvez obtenir de très bonnes références qui peuvent vous permettre d'entrer dans l'arène et de contacter d'autres agences, fonds et programmes de l'ONU. »

Numa Sham : "L'UNMISS n'est pas un organisme de missions opérationnelles. Nous sommes le conseil politique de l'ONU. Si vous participez à des forums, vous connaîtrez le calendrier des dons aux ONG locales par les agences internationales des Nations Unies. Si vous êtes dans leurs programmes spécifiques, vous pouvez être sélectionnés.

Saint Vincent a un avantage à cause de la formation professionnelle. Par ailleurs c'est une organisation basée sur la population locale qui dispose d'un long historique de succès.

Tous les mois, OCHA² organise des réunions d'ONG locales. C'est principalement pour discuter des urgences. L'ONU se concentre sur les personnes déplacées.

Il y a aussi un autre forum organisé par l'OIM. A l'issue de la mission que nous vous confions, vous pourrez assister à une des réunions organisées régulièrement, une fois ou deux fois par mois, cela dépend... Cela vous permettra de les connaître de l'intérieur : quels sont leurs programmes, quels sont leurs domaines de prédilection... Ensuite, vous prendrez langue avec un directeur de terrain, qui vous dira ce que vous pouvez obtenir et comment procéder. C'est ce forum dans lequel nous vous introduirons. Nous vous en ouvrons les portes.

Et de temps en temps, vous pourrez aussi nous approcher directement. Mais en Equatoria Central, nous ne sommes pas un partenaire direct pour vous, car nous sommes ici le siège. Cette année, l'UNMISS lui-même mettra en œuvre peut-être deux petits projets de 50 000 \$ chacun. Nos calendriers budgétaires commencent en juillet / août.

Au cours des prochaines semaines, nous vous présenterons officiellement aux personnes de notre bureau à Juba qui coordonnent toutes les agences de l'ONU dans l'Etat. »



² Le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires.

Tartisio Philip, qui connaît bien SVDP pour avoir fait partie de SVDP Khartoum, ajoute qu'une des faiblesses de SVDP a toujours été de manquer d'un bon plan de marketing social : SVDP ne se fait pas assez connaître.

Le CFPDC de Lologo,
le jour du démarrage du programme du PAM et World Vision



Numa Sham renchérit :
« Les donateurs recherchent des partenaires fiables. Dans un environnement de conflit, le contrôle du projet est très difficile. Donc les donateurs recherchent toujours des organisations communautaires auxquelles ils peuvent faire confiance : c'est-à-dire ayant un personnel éduqué, pouvant se rapprocher rapidement des bénéficiaires, et pratiquant une gestion transparente, honnête. Nous avons eu un projet à Bentiu, où tout le monde

est parti avec l'argent !

A l'issue de ce premier projet de défrichage avec vous, nous pourrions au moins dire : « D'après notre expérience, cette organisation est fiable, elle n'a aucun problème de sincérité, d'intégrité financière ».

Nous nous réjouissons de ce partenariat, c'est un projet à très petite échelle, mais c'est un projet très stratégique.

D'ailleurs, nous ne voulons pas que votre équipe y participe et commence à défricher sans savoir où se trouvent les mines. Nous avons donc une équipe de déminage qui va vous montrer où se trouvent les zones sécurisées et celles qui ne le sont pas. »

5.3. Le PAM. et World Vision

Parmi les quatre centres choisis à Juba par le PAM et l'ONG World Vision pour la mise en place d'un programme de soutien aux personnes âgées et aux handicapés, le CFPDC a été évalué comme celui correspondant le mieux à leurs critères (logistique, organisation, sécurité, lien avec la population locale).

Le premier jour de mon arrivée correspondait au démarrage de cette opération, à laquelle SVDP contribue en l'accueillant gracieusement au sein du Centre : les candidats affluaient en claudiquant pour s'inscrire et bénéficier d'une petite allocation mensuelle.

Parfois, c'était quelqu'un de mieux portant qui venait inscrire un parent trop handicapé pour se déplacer.

« Quand leur opération sera terminée », dit Betram, « nous discuterons avec les organisateurs pour voir comment ils peuvent aider le CFPDC ».



5.4. L'UNESCO

Nous avons rencontré Daro Justine, qui travaille depuis sept ans à Juba pour l'UNESCO. Il a notamment travaillé avec le Ministère du Travail sur le développement des programmes pour la formation professionnelle.

« J'allais rendre visite au CFPDC de Saint Vincent et je les encourageais à persévérer. Nous apprécions vraiment ce que fait SVDP sur le terrain, comparé aux autres institutions. J'ai parcouru tout le pays, de Yei à Malakal en passant par Wau : ce que fait SVDP est exceptionnel.

Je pense par exemple aux diplômées qui sont ensuite capables d'utiliser leurs compétences pour gagner leur vie.

Je pense aussi à la qualité des enseignants. Les efforts de SVDP sont hautement appréciés.

Le pays n'évolue pas bien. La plupart des jeunes sont déscolarisés, et n'ont aucune compétence qu'ils peuvent mettre à profit. SVDP pourrait envisager d'ouvrir d'autres centres de formations ailleurs dans le pays. »



Quand je lui demande ce que l'UNESCO pourrait faire concrètement pour soutenir SVDP, il me répond : *« L'UNESCO pourrait aider à former des facilitateurs d'alphabétisation qui auraient vocation à former des adultes aux bases de lecture / écriture / calcul nécessaires au suivi des programmes de formation. Nous appelons cela « alphabétisation fonctionnelle des adultes » ».*

Et lorsque je lui demande si l'UNESCO serait prêt à financer une formation de cinq jours dispensée aux candidats à l'obtention d'un micro-crédit, il me répond que l'UNESCO ne fournit pas de soutien financier

mais un soutien technique, à travers notamment ses équipes. Un soutien de ce type serait possible.

Et si la formation de réparation automobile s'enrichissait d'un volet électronique, l'UNESCO ne fournirait pas de soutien en matériel. *« Vous pourrez postuler auprès du chef de mission pour la mise à niveau de la formation pour la technologie de pointe. »*

« Un volet qui était intégré à toutes les formations en fin de session mais qui n'a pas pu être maintenu systématiquement », tente Betram, *« était les 4 semaines de cours de gestion d'entreprise. Nous avons rencontré des problèmes*

techniques. Nous serions heureux de recevoir une aide là-dessus. Nos cours sont plutôt théoriques. Nous avons besoin de quelque chose avec des études de cas, des exemples de réussite. Avec votre



parcours, vous avez sûrement beaucoup d'expériences à partager qui montrent comment les choses fonctionnent ».



5.5. L'Ambassade de Suisse à Juba

Le jour de notre rendez-vous, tous les Suisses étaient... en Suisse. Nous avons rencontré deux employés Sud-Soudanais.

De notre réunion, il est ressorti que le PGR agricole pourrait être un programme entrant dans le cadre des axes de soutien prioritaires actuels. Ils ont donné 1 millions \$ à la FAO et n'ont pas encore choisi leurs partenaires locaux.

Le fait que nous ayons bien avancé sur ce projet et que la clôture du terrain de Nyarjwa

est quasiment achevée est un point très positif dans la mesure où ils souhaitent que leur soutien apporte une valeur ajoutée à un projet déjà en cours et partiellement financé.

5.6. The Leprosy Mission

Nous avons rencontré le Dr Wilson Lado Santo, *Operation manager* de cette ONG internationale, qui est une organisation chrétienne, non affiliée à une église particulière. Elle a été fondée en Inde, son siège est en Angleterre. Son objectif principal est de combattre la lèpre et ses conséquences.

Il y a un jour en janvier où de nombreuses églises de par le monde lèvent des fonds pour cette cause.

Les pays les plus touchés sont l'Inde et le Brésil.

Au Soudan du Sud, le taux de personnes atteintes par la lèpre est de 2,3/100 000, ce qui est un taux élevé.

On recense environ 40 nouveaux cas par an à Juba.

C'est une maladie qui est facilement traitée, une fois diagnostiquée.



SVDP a accueilli cette année au sein de ses formations 11 enfants de lépreux et 5 personnes souffrant d'handicaps physiques (aux jambes). Ils ont entre 15 et 23 ans.

La plupart ont choisi la mécanique automobile, la couture et l'informatique.

The Leprosy Mission leur finance le transport.

« Ils habitent à Juba et n'ont pas pu être scolarisés du fait du manque de moyens de leurs parents. Ceux-ci sont intégrés à la communauté, pas isolés comme avant. Ils sont soignés depuis longtemps. Ils ne sont pas contagieux. Et leurs enfants vont bien.

Cela montre à quel point SVDP est inclusif. C'est une initiative inédite au Soudan du Sud. Les autres

Centres de formation ne sont pas aussi inclusifs. »

5.7. Caritas Internationalis

Le dernier jour de mon séjour, j'ai rencontré par hasard, à Rajaf, deux personnes de Caritas Internationalis qui faisaient un reportage dans le pays, dans le cadre d'une campagne pour lutter contre les effets de la famine.

On peut aller voir leur récit « La guerre engendre la faim » sur : <http://southsudan.caritas.org/?lang=fr>

En voici un extrait : « Rajaf est à 45 minutes en voiture de la capitale du Soudan du Sud, Juba. C'est un petit hameau sur les rives du Nil, dominé par une grosse église. « Rien que cette semaine, des bandes armées sont venues à nos fermes et nous ont tout volé », dit Swaka Kenyi, un résident. « Si tu vas au bush pour prendre du bois à bruler, tu peux te faire tirer dessus. Une femme est allée aux champs avec ses enfants et ces enfants ont été kidnappés. »

Les représentants de Caritas n'avaient pas connaissance du programme Be In Hope de SVDP à Rajaf.

en
faire
cette

SVDP va faire
sorte de se
connaître
auprès de
entité qui
fédère les
Caritas du
monde entier.



Elèves de l'école primaire de Lologo

6. LE CFPDC DE LOLOGO – LA FORMATION PROFESSIONNELLE

6.1. Nouvelles diverses

Nouveau fournisseur de matériel et petit équipement dès 2017

Cette année, dès la commande du deuxième semestre, en mai, le matériel et le petit équipement commandés pour la formation professionnelle et les PGR seront pour la première fois importés de Chine.

La commande devrait arriver en avril.

Betram explique : « Par rapport à ce que nous pouvons obtenir ici, les choses venant de Chine sont de première qualité. Leur durée de vie va au-delà d'un an. Surtout le gros équipement. Nous connaissons un agent de confiance en Chine. Il se rend sur place au moment de l'expédition, s'assure que tout ce qui a été commandé est mis dans le conteneur. Le risque étant que les Chinois fourguent en douce de l'équipement de moindre qualité. Beaucoup d'entreprises ont été flouées de cette façon. Donc, si l'agent n'est pas là, nous serons obligés d'envoyer quelqu'un pendant quatre ou cinq jours, pour superviser la collecte et l'expédition. Ensuite, le container est scellé jusqu'à ce qu'il arrive à la frontière. Même dans ce cas, ce sera au final bien moins coûteux que d'acheter tout en Ouganda ».

Nouveau fournisseur internet

Lors de mon séjour, j'ai vu un nouvel opérateur internet venir dans les bureaux installer une nouvelle antenne etc...

C'est le troisième ou quatrième opérateur de SVDP. Le dernier était correct au début. Puis il diminuait subrepticement le débit, de sorte qu'envoyer un mail, même sans pièce jointe, prenait du temps. SVDP se plaignait, l'opérateur améliorait le débit, puis, au bout d'un certain temps, baissait à nouveau le débit. SVDP se plaignait à nouveau, et l'opérateur proposait d'augmenter les capacités... et le tarif de l'abonnement.

Gestion comptable

Betram m'a raconté que le fait que SVDP ait des comptes révisés par une société d'audit externe depuis quelques années s'est révélé non seulement utile mais nécessaire.

En 2014, le Département des Affaires humanitaires créé, au sein du Ministère de l'Education, de la Protection Sociale et de l'Égalité des Genres, pour superviser toutes les ONG qui travaillent dans le pays, a demandé les comptes révisés de SVDP lors de la procédure d'enregistrement annuel.

La société Pinnacle Auditors & Consultations LTD, mandatée depuis août 2015 pour faire le travail de suivi du système de contrôle interne, vient chez SVDP tous les trimestres. Les procédures internes ont été mises en place et sont régulièrement supervisées. Pour les achats, par exemple, sont exigés une facture et un bon signé par Betram. Tous les achats effectués sans facture sont notés dans un compte. Lorsque les fonds prévus se font attendre et que SVDP fait face à des échéances, il leur arrive de "piocher" dans les comptes des PGR. Tout cela est comptabilisé et les comptes sont crédités aussitôt les transferts reçus.

Un programme... inclusif



Parmi les apprentis en informatique durant mon séjour figurait deux soldats et un officier du SPLA !

6.2. Mise en place d'un système de micro-crédit au bénéfice de certains diplômés

J'ai participé à une réunion concernant ce projet qui devrait bénéficier à certains diplômés de la session en cours. Parmi les employés présents figuraient notamment ceux appartenant au Conseil National de SVDP : Mama Lucy, Charles Lokoba, le Directeur du Personnel de SVDP, qui a pris récemment la place de Lucy à la présidence du Conseil National, et Kalisto Lokosang.

Voici les quelques axes qui ont été définis :

1) Mise en place de critères d'éligibilité. Il s'agit d'identifier les apprentis qui ont pour projet de se lancer en indépendants et qui pourraient avoir besoin d'un micro-crédit après l'obtention de leur diplôme. Cette étape doit se faire relativement discrètement afin de ne pas susciter de vocations opportunistes d'indépendance.

2) Un atelier d'une semaine sera organisé en fin d'année pour :
-sensibiliser les candidats aux règles et objectifs de ce projet.
-donner quelques notions d'entrepreneuriat, de bonne gestion et de planification financière.

3) Une équipe dédiée

Seront nommés en interne un responsable du crédit et un responsable du suivi. John Sebit, un des formateurs, souligne que SVDP a besoin de s'assurer que les bénéficiaires ne disparaîtront pas dans la nature. Leurs coordonnées seront vérifiées, leurs éventuels lieux de travail notés etc...

Linda, l'assistante de Marlin sera chargée du suivi comptable.

4) Un nombre limité de bénéficiaires : de 50 à 100.

5) Des périodes de prêt relativement courtes dans un premier temps : trimestrielles ou semestrielles.

6) Un système d'engagement solidaire par petits groupes de 5 ou 6 bénéficiaires

Probablement par métier, avec un référent par groupe, et la règle : en cas de défaut de paiement, l'ensemble du groupe est redevable de l'ensemble de la dette des bénéficiaires du groupe, et aucun ne pourra bénéficier d'un autre prêt tant que la situation n'est pas régularisée.

7) SVDP consultera un certain nombre d'organisations qui ont de l'expérience dans ce type de travail

Le Conseil des Eglises du Soudan, ACCORD et DED (Department of Economic Development).



6.3. Formation des formateurs

Six enseignants anglophones seront

envoyés trois semaines fin 2017, après la fin des cours, au Nakawa Institute en Ouganda. Le budget total est d'environ 23 000 \$.

Pour les enseignants arabophones n'ayant pas le niveau requis en anglais, SVDP va essayer de les envoyer en Egypte.

6.4. Témoignages de diplômés

6.4.1. Jacqueline Oswasu, diplômée 2016, EFF

32 ans est veuve et a 7 enfants. Elle est née à Juba et vit à Lologo, près du CFPDC.

Pendant la saison sèche, elle cultive un petit lopin de terre de 1000 m² au bord du Nil, près du pont qui est laissé inachevé pour l'instant.

Elle cultive des légumes verts, des potirons, des gombos qu'elle arrose en allant puiser l'eau du Nil.



Depuis qu'elle est diplômée, elle a déjà fait plusieurs récoltes. Une partie est utilisée pour la consommation de sa famille et toutes les semaines environ, elle se rend sur les marchés et gagnent au minimum 1000 SSP (10\$). Ça lui permet de subvenir aux besoins de sa famille, mais elle ne peut pas mettre de côté.

Pendant la saison humide, ce terrain est inondé. Elle cultive alors un autre lopin (plus petit), près de sa maison.

Elle aimerait mettre en pratique ce qu'elle a appris durant sa formation concernant d'autres légumes : concombres, carottes, oignons, mais ces cultures sont trop vulnérables aux insectes présents sur ce terrain, et elle aurait besoin d'insecticides.

6.4.2. Akon Grang, diplômée 2016, couture

Akon (à gauche sur la photo) a 28 ans, et 4 enfants.

Elle s'est associée à cinq autres diplômées de la même promotion (elles ne se connaissaient pas avant la formation) et, depuis janvier, elles se sont installées à Lologo, avec les machines à coudre reçues à la remise de diplômes, dans une échoppe qu'elles louent 2000 SSP / mois (16\$).



Les clients leur apportent des tissus et elles confectionnent les habits. Je lui ai demandé combien elle prenait pour la robe qu'elle était en train de réaliser : 300 SSP (2,5\$). Ça représente une journée de travail.

Parfois, elles achètent elles-mêmes du tissu, par rouleau de 6m.
L'une est enceinte. Une autre a un bébé avec elle. Toutes sont Dinkas.

6.4.3. Steven Moikali,
diplômé 2016, mécanique
automobile

« J'ai 22 ans, je suis né à Yei. En 2006, nous sommes allés vivre en Ouganda. Nous sommes restés plus de sept ans dans un camp de réfugiés.

En 2013, mon père n'avait pas de travail, et il n'a plus payé mon école. J'étais en troisième année de secondaire. Je lui ai dit : laisse-moi trouver un moyen de devenir indépendant. Il a accepté et je suis venu avec lui à Juba.



Je suis allé au CFPDC de SVDP et j'ai parlé au superviseur de la



formation mécanique automobile, qui a parlé aux enseignants. Ils m'ont ensuite appelé pour un entretien. J'ai choisi cette formation parce que c'est une métier simple et rémunérateur. »

Steven travaille dans un grand garage, mais il n'est pas engagé, il est stagiaire.

Il avait écrit sa lettre de candidature en septembre 2016. Mais ils avaient déjà beaucoup de stagiaires et ils l'ont rappelé en janvier 2017.

Il reçoit une très maigre rémunération qu'il donne à sa famille. Le garage prend en charge ses trajets et lui offre les déjeuners.

Il vit avec son père, qui n'a toujours pas de travail.

Il me dit que la crise de juillet dernier n'a rien changé à sa vie de tous les jours. Pourtant il avait pensé arrêter sa formation, mais un ami lui a conseillé de poursuivre, Dieu allait le protéger.

Le patron du garage nous dit qu'il est très content de lui, mais qu'il ne l'engagera pas parce qu'il lui manque des compétences en électronique.

7. LES PGR

Lors d'une réunion, Edwin parlait des coûts des intrants pour certains PGR non rentables, et de tous les problèmes. Betram lui a fait remarquer que c'est justement pour les résoudre, en trouvant les solutions les plus économiques, qu'il a été embauché.

7.1. Meubles en bois

Ce PGR a débuté en 2016.

Pour sa première année, le chiffre d'affaires (en SSP) a légèrement dépassé le budget fait en 2015 et a doublé par rapport à celui mis à jour début 2016.

Mais en CHF (4 446 CHF), il a été 11 fois moindre que les prévisions du budget initial de 2015 (sachant que la valeur de la livre sud-soudanaise a, dans le même temps, également été divisée par 11 par rapport aux CHF).



Jusqu'à présent, compte tenu de sa production à petite échelle, SVDP achetait localement chez les détaillants, dans les magasins de bois.

La majeure partie du bois provient du Congo ou de l'état d'Equatoria.

Or il est devenu très difficile d'obtenir du bois à cause de l'insécurité des routes, et du fait que certaines régions sont complètement abandonnées.

De plus, le gouvernement a interdit l'importation de bois. Si SVDP importe du bois de

l'étranger, il n'est pas exonéré de taxe, contrairement aux autres produits.

En raison de la montée des prix, SVDP est à présent en relation avec les fournisseurs en gros sur les lieux de coupe, dans la forêt. *« Donc, les conditions d'approvisionnement ne sont pas favorables, et le prix du peu de bois disponible est très élevé »,* explique Edwin, *« même si nous nous sommes approchés des fournisseurs de bois d'Equatoria de l'Est qui pourraient nous vendre au prix de gros, soit 35% de moins que le prix de détail. »*

Par ailleurs, le pouvoir d'achat au sein de la communauté a vraiment diminué. Et il est difficile de présenter un devis pour une table à un prix bien supérieur à celui présenté six mois auparavant.

Ce PGR souffre aussi pour l'instant d'un manque de notoriété.

Les clients peuvent être les ONG. Surtout quand ils soutiennent les écoles.

« Mais dans les circonstances actuelles, notre capacité de production est réduite », ajoute Edwin, *« et cela nous est commercialement défavorable. Un client est venu nous voir, d'une école catholique. Ils avaient besoin de trente bancs. Cela nous a pris beaucoup de temps pour produire cela compte tenu de notre faible nombre de techniciens de production (2). Ils s'attendent à recevoir leur commande dans les quinze jours ».*

Et parfois, ces ONG font des appels d'offres aux fournisseurs, cela signifie que nous devons nous battre contre les offres concurrentes.

7.2. Confection

Cet atelier rencontre le même genre de problèmes. *« Le coût des tissus importés d'Ouganda et du Kenya a augmenté. Et nous n'arrivons pas à produire 600 uniformes pour les écoliers »,* explique Edwin.

Betram ajoute : *« Nous avons pour l'instant la qualité, mais nous avons du mal à produire en quantités. Nous voulons transformer notre atelier en une petite usine dont l'activité corresponde aux besoins du marché.*

Dans un premier temps, nous devrions cibler les écoles catholiques et nous concentrer sur les uniformes. Si nous pouvions obtenir des contrats avec seulement trois écoles... Reste le problème de capacité de production compte tenu des délais généralement impartis. Et il est difficile d'approcher les institutions à l'avance, car elles ne commandent qu'une fois qu'elles ont reçu leurs dons.

En 2016, nous avons acheté deux nouvelles machines industrielles. Mais c'est au niveau du personnel que nous avons un problème, en quantité et en qualité. Je ne suis pas satisfait des compétences de la cheffe d'atelier. Nous avons besoin d'une styliste et d'un tailleur professionnels, qui formeront d'autres personnes afin d'avoir à la fois des quantités et de la qualité. Nous avons embauché en 2016 une Kenyane, une styliste. Mais elle est partie à cause de l'instabilité.

Enfin, nous devons séparer complètement cette unité de production de la formation professionnelle. »



7.3. Location du camion

Ce PGR n'a pas pu vraiment démarrer depuis l'acquisition du camion il y a un an et demie. Le chiffre d'affaire n'a été que de 12 463 CHF (751 CHF en 2015), contre 46 419 CHF budgétés en 2015 (mais x3 en SSP par rapport au budget présenté début 2016).

Il y a moins de demandes.

Les prix de location pour un voyage Juba-Kampala ont chuté de 16% sur le marché.

Dans le même temps, du fait de l'augmentation du prix de l'essence, le coût d'un voyage en Ouganda a triplé (15 000 SSP) et le coût d'une course à Bor a quadruplé (10 000 SSP).

En Ouganda, ils ont mis en place, sur deux check-points, des restrictions de poids pour limiter la charge sur les routes. Désormais le 20 tonnes ne peut transporter que 14 tonnes en Ouganda.

SVDP compte s'adapter à cette nouvelle réglementation en ajoutant deux pneus aux 8 actuels, ce qui permettrait de transporter 20 tonnes.

Lors de l'un des rares trajets réalisés en 2016, au retour de Bor, une pièce du système d'alimentation en carburant s'est cassée... Le camion est resté bloqué dans le *bush* durant plusieurs jours.

7.4. Agriculture

Le chiffre d'affaires généré par ce PGR en 2016 a été de 13 189 CHF. En SSP, il a été trois fois plus élevé que celui budgété en début d'année. En 2016, SVDP a vendu des tomates, des aubergines, des gombos et du maïs (depuis fin août, période où commence la récolte).

Mais le terrain agricole n'a toujours pas pu être vraiment exploité du fait des troupeaux de nomades (cf photo ci-contre, avec le CSSV au premier plan). La construction d'une clôture et la décision de la réaliser d'un coup sont des décisions qui se sont imposées durant l'année.



Le démarrage des travaux a été retardé par d'interminables palabres avec la communauté locale.

Il faut savoir par exemple que le service du cadastre ne peut pas accéder au terrain sans son consentement.

Et chaque fois que SVDP venait sur le terrain pour préparer les travaux d'érection, des gens de la communauté arrivaient : « *Oh, vous savez, il y a ce point qui n'est pas clair. Nous devrions nous asseoir pour en parler.* »

L'année dernière est mort le « Sultan », le chef des villages alentours qui avait scellé l'accord avec SVDP concernant le terrain. C'était quelqu'un de loyal et honnête, qui avait le souci du bien commun et une vision pour améliorer le sort de sa communauté. Il avait d'ailleurs passé des accords avec d'autres organisations, y compris chinoises... Ses successeurs se sont dit qu'il en tirait peut-être quelque profit personnel, et ont commencé à faire toutes sortes de requêtes étranges à SVDP.



« *Mais grâce à Dieu, notre comité a su gérer ça* », raconte Betram. « *A la dernière réunion, nous leur avons fait comprendre très clairement que nous n'avions pas payé un sou à qui que ce soit. Ça les a rassurés.*

Et puis, l'un des leurs, plus éduqué, a dit : « *Les gars, si vous lisez ce contrat, c'est tout en notre faveur. Saint-Vincent utilise le terrain, et nous bénéficions d'un emploi. Nous serons au courant de tout ce qui va se faire ici. Alors,*

pourquoi y faisons-nous obstacle ? Et le Centre de Soins Saint Vincent est déjà là. » »

Les travaux d'érection de la clôture venaient de débuter quand je me suis rendu à Nyarjwa.

Les équipes y travaillent six jours sur sept. L'objectif est de terminer avant qu'on entre en plein cœur de la saison des pluies. « *Nous devrions préparer le déjeuner ici afin que les ouvriers n'aient pas à rentrer chez eux. Cela interrompt trop le rythme de travail* », me dit l'ingénieur ougandais.

Les travaux seront terminés en juillet.

L'entrepreneur et ses deux assistants supervisent les travailleurs, qui sont des gens de la communauté locale. Ceux-ci sont payés chaque samedi par l'entrepreneur.



Martin (de SVDP) est constamment sur place et William T. vient trois fois par semaine (rappelons que Nyarjwa est à 25 km de Lologo, à environ trois quarts d'heure en 4x4).

« *Nous avons commencé à creuser les trous la semaine dernière sur le côté ouest sur 500m* » m'explique l'ingénieur. « *Certains des ouvriers n'avaient jamais fait ce type de travail. Nous leur apprenons. Un groupe creuse le trou, un autre y verse du béton et plante les poteaux. Ce versant du terrain fait environ 800 m, il y a encore 300 m au-delà* »...

au-delà d'une portion de terrain au relief totalement irrégulier, des fosses et monticules constituant autant d'obstacles naturels à l'érection de la barrière. Il faudrait combler et aplanir le terrain et construire un mur pour le soutenir pendant la saison des pluies.

L'autre option est de détourner la ligne des poteaux. Mais en contournant, SVDP perd une partie du terrain. C'est cette option, beaucoup plus simple, qui a été retenue.

« *Dans un pays comme celui-ci, où les gens ont faim* », dit Betram, « *quelle que soit la nourriture que vous produisez, vous trouverez toujours un marché* ».

La nourriture distribuée par le PAM, qui encourage les producteurs locaux, pourrait provenir des récoltes de SVDP.

Les hôtels peuvent constituer aussi une clientèle.

« Nous allons travailler sur ce grand terrain en rotation : du maïs sur cette parcelle la première année, et l'année suivante, des légumes verts par exemple.

Et nous n'allons pas avoir l'intégralité des 126 ha cultivés de maïs et de légumes verts. Il y aura donc toujours des parcelles où pourront être plantées d'autres cultures pour le projet de « demonstration farm » de Caritas Graz, destiné à former les paysans locaux ».

« En 2016, Caritas nous a suggéré de réfléchir à un projet de formation des paysans. Ils nous ont demandé d'élaborer une proposition qui intégrerait ce projet et la formation EFF.

Déjà fin 2015, Elisabeth avait voulu que la formation EFF soit réalisée en 2016 à Nyarjwa. Pour nous il était plus logique de continuer à donner cette formation au sein du CFPDC. Cette formation a été conçue spécialement pour les

femmes qui résident le long du Nil. Et avec le coût de l'essence, ça n'a pas facilité les choses.



Nous avons construit en 2016 un abri sur le terrain de Nyarjwa (cf photo ci-contre).



Et il a fallu imaginer comment combiner la formation EFF et la formation des paysans. J'ai pris conseils auprès d'organisations qui avaient mis en place ce genre de projets en Ouganda, au Kenya. J'ai aussi contacté des gens avec qui j'avais suivi

une formation agronomique en Israël il y a quelques années. Et en été 2016, nous avons fait une proposition écrite à Caritas. Le projet ciblait un total de 400 bénéficiaires : 350 personnes appartenant à la communauté paysanne de Nyarjwa et 50 apprenties pour la formation EFF.

Aujourd'hui, Elisabeth nous dit que le projet ne sera pas financé en 2017, mais peut-être en 2018, du fait d'un changement de plan de leurs donateurs. Et elle m'a dit qu'elle ne voyait pas d'inconvénients à ce que la formation EFF soit située à Lologo. Mais elle me l'a dit trop tard, je n'ai pas pu réintégrer la formation au CFPDC de Lologo, alors que beaucoup de femmes habitant dans les environs du CFPDC avaient été déçues.

Les autres partenaires autrichiens (ProSudan et Missio) financent [avec le soutien de MIVA] l'achat en Autriche d'une pompe et d'un générateur qui devraient arriver en juin ou juillet. Ensuite il faudra construire un réservoir et une sorte de local en ciment pour protéger le tout [déjà financé en 2016 par Caritas Graz]. »

7.5. Aviculture

Ce projet a redémarré en décembre 2016 et se déroule de manière très satisfaisante.

Le premier lot, relativement modeste pour cette reprise d'activité, était constitué de 1000 poussins de poules pondeuses et 108 de poulets (élevés pour leur viande).

En mars, 90 poulets venaient d'être vendus à 500 SSP l'unité (le cycle de production est de deux mois). C'était des gros poulets, de presque 2 kg. *« Notre technicien s'est plaint »,* raconte Betram. Il disait : *« Ils n'ont pas besoin d'être aussi gros ! 1,5kg, ça aurait suffi ! »*



En janvier, un incident a perturbé l'élevage de ce premier lot. Un soir, une chouette s'est introduite dans les conduits de ventilation. Elle a effrayé les poussins de trois semaines, qui ont couru dans les coins se réfugier, et ce faisant, 420 d'entre eux sont morts, la plupart étouffés.

Mais SVDP s'est retourné vers Butenga Farmers, la société ougandaise dont le technicien a supervisé le redémarrage du projet et qui avait étudié tous les éléments du projet, y compris les infrastructures de SVDP. *« Comme ils n'ont jamais conseillé de protéger certaines entrées d'aération, ils ont été compréhensifs et ont remplacé les 420 poussins. »*



Ce qui fait qu'à présent, l'élevage en cours présente deux lots d'âges différents.

Lors de ma visite, les 580 poules pondeuses du premier lot venaient d'être déplacées en hauteur, dans les cages. Elles devraient commencer à pondre en mai, et les 420 du lot de remplacement en juillet.

En mai, la production a commencé à 7 cageots de 30

œufs par jour, et a atteint, mi-mai 11 cageots par jour. Elle devrait se stabiliser à 15 cageots / jour, auxquels s'ajouteront, dès juillet 10 cageots. Donc fin juillet, SVDP devrait pouvoir vendre 25 cageots par jour.

Au prix actuel (11,5 SSP / œuf), cela fait un revenu quotidien de 8750 SSP (73 \$).

En outre, après 18 mois de ponte, les poules peuvent être vendues pour leur viande.

Selon Edwin, ce PGR est riche de potentialités : *« Il y a une telle demande que SVDP ne pourra jamais y répondre, même en travaillant à pleine capacités. Les hôtels et restaurants ont besoin d'un approvisionnement sûr et constant ».*

Les vaccins sont importés de Hollande, via l'Ouganda.

Pour l'instant ils sont commandés selon le calendrier des vaccinations, mais SVDP aimerait limiter les risques de dégradation pendant les transports, en faisant des commandes groupées et en se dotant d'un petit frigo qui devrait être alimenté par un petit générateur dédié, fonctionnant de nuit également.

Pour des raisons d'économie d'essence, le générateur ne pourra fonctionner 24h/24, donc le frigo choisi pourra garder une température fraîche plusieurs heures après coupure d'alimentation.

Le coût pour les deux équipements est de 3000 \$.



Concernant l'alimentation, SVDP a changé sa manière de procéder : la nourriture est à présent achetée en Ouganda, prête à la consommation. Cela revient moins cher que d'acheter les ingrédients au Soudan du Sud et de préparer les mélanges dans le CFPDC.

Deux techniciens engagés en décembre 2016 gèrent ce projet au jour le jour : un expert ougandais et un habitant de la communauté qui apprend à son contact. Ils sont présents sur place 24h/24.

Il faudrait aussi équiper les poulaillers de panneaux solaires supplémentaires pour permettre l'alimentation des poules pendant la nuit.

Edwin suggère d'avoir un abattoir (pour les poulets), pour répondre à la demande du marché.

7.6. Vente de briques Hydraform



Ce PGR devrait bénéficier de la construction en cours de la maison d'hôtes au sein du CFPDC.

Ce bâtiment servira de site d'exposition pour promouvoir la vente des briques Hydraform utilisées et de show-room pour les meubles, tous issus du PGR menuiserie.

D'une surface de 220 m² au sol, le bâtiment devrait être terminé fin mai.

7 ouvriers et techniciens sont engagés sur ces travaux.

Chaque chambre est pourvue d'une salle de bain / toilettes attenante.

Il y aura une pergola à la sortie des cuisines juste en face du potager / pépinière avec vue sur l'affluent du Nil (et le pont laissé en friche par les Japonais).



Une fosse septique a été creusée (photo ci-dessous).

8 place de parking sont prévues.

Les estimations de l'ingénieur s'avèrent constamment sous évaluées. Pour produire les briques, il avait

estimé avoir besoin de 200 sacs de ciment. Ils en sont maintenant à 400.

Et lorsque nous avons estimé les coûts de construction l'année dernière, le sac de ciment était à 500 SSP. Maintenant, il est à 1650 SSP.

« Nous avons commencé en décembre 2016. Nous n'avons pas acheté tout le matériel à la fois.

Nous nous efforçons d'utiliser autant que faire se peut le matériel local. Mais les plaques de fer, les barres de fer, le ciment, toutes ces choses sont importées.



Tous les achats sont étroitement contrôlés.

Nous achetons les sacs de ciment, puis le superviseur est là pour s'assurer que ces sacs sont bien chargés dans la machine ».

8. LE CFPDC DE LOLOGO – LES AUTRES ACTIVITÉS COMMUNAUTAIRES

8.1. L'école maternelle et primaire



L'école au sein du CFPDC compte 654 enfants (+21%), dont 182 en maternelle et le reste en primaire (jusqu'en P7, l'avant-dernier niveau).

Elle est trois fois moins chère (6 CHF/an) que les autres écoles de la région.

Les 22 enseignants sont fiers de leur travail, mais ils se plaignent de leur maigre rémunération.

Caritas Graz donne 11 520 € en 2017 à cet effet, et finance leur formation (5000 €).

Les fournitures scolaires (crayons, livres d'exercices, papiers ...) sont offertes aux élèves.

Caritas Graz les finance à hauteur de 5700 € cette année.

En maternelle, ils enseignent à la fois en arabe et en anglais.

De P4 à P7, l'arabe est enseigné.

Dans toutes les familles soudanaises, il n'y a pas de petit-déjeuner en tant que tel. Si les enfants boivent du thé avant de venir à l'école, c'est déjà exceptionnel. Le petit-déjeuner se prend aux environs de 11 h.

SVDP a fait un sondage l'année dernière dans l'école, et seulement 2%

des enfants avait quelque chose à manger. Cela a parfois provoqué des problèmes entre les enfants. « Un jour la directrice [cf ci-dessus] est venue nous voir », raconte Betram : « Je ne sais pas si je devrais laisser ces enfants manger devant les autres. Est-ce que je les envoie chez eux pendant la récréation ? » »

Cette année, l'organisme caritatif autrichien Missio a donné 40 000 € pour financer la distribution d'un goûter le matin. Caritas Graz participe en ajoutant 9400 €.

En 2017, une nouvelle classe va être construite, en dur, pour le dernier niveau du primaire (P8) avec le financement de Caritas Graz (13 800 €).

8.2. Distribution de repas aux plus petits

320 enfants de moins de 7 ans reçoivent un repas 3 fois par semaine dans le CFPDC. Ce programme est financé par notre partenaire autrichien Hilfswerk, à travers



Caritas Graz.

9. LES AUTRES PROGRAMMES DE SVDP JUBA

9.1. Le CSSV

L'engagement de l'Etat Sud-Soudanais de fournir des médicaments n'a pas été respecté à ce jour.

Et manifestement, il n'est pas prêt de l'être.

« Même les responsables gouvernementaux ont du mal à obtenir quoi que ce soit », explique Betram. « Mon frère est ministre de la santé de l'Etat de Jonglei. Il avait des problèmes cardiaques, et était censé aller se faire soigner en Inde, car son épouse y est ambassadrice du Soudan du Sud. Mais il n'a pas pu obtenir un billet. Il a même du mal à obtenir de quoi payer les salaires des employés de son ministère.

Dans la situation actuelle, il ne faut rien attendre du gouvernement pour notre Centre de Santé ».

Malgré tout, le CSSV remplit parfaitement son rôle, et tout le monde s'accorde à dire qu'aucun Centre gouvernemental dans le pays ne lui est comparable.

La contribution symbolique des patients est passée de 5 à 10 SSP.



9.2. BIH

Un rapport de visite complet dédié à ce programme pour enfants des rues est disponible et sera mis en ligne prochainement.

Le dernier jour, juste avant mon départ, nous sommes allés à la messe à Rajaf, où quatre bénéficiaires ont officié en tant qu'enfants de chœur.

La cérémonie était en Bari. Comme je ne suis pas issu de la tribu Bari, ni Mondari, ni Kuku, ni Jongara, ni Kakwa, ni Fudjulu, ni Luluggu, ni Makaraka, je ne parle pas le Bari.

Mais j'avais les textes du jour en français.

Alors qu'il faisait 42°C à l'ombre, ces textes évoquaient le Nil (dont nous venions d'enjamber un affluent pour nous rendre à Rajaf) et portaient de la soif physique pour évoquer la soif spirituelle.

« En ces jours-là, dans le désert, le peuple manquant d'eau, souffrit de la soif. Il récrimina contre Moïse (...) Le Seigneur dit à Moïse : « (...) Prends en main le bâton avec lequel tu as frappé le Nil, et va ! (...) Tu frapperas le rocher, il en sortira de l'eau, et le peuple boira ! » (Livre de l'Exode, 17, 3-5)

Puis l'épisode de la Samaritaine, dans l'Evangile selon saint Jean, : « Jésus, fatigué par la route, s'était donc assis près de la source (...) Jésus lui dit : « Donne-moi à boire » (...) Quiconque voit de cette eau aura de nouveau soif ; mais celui qui boira de l'eau que moi je lui donnerai n'aura plus jamais soif... »

Un très grand merci à tous nos donateurs et partenaires qui contribuent à irriguer les graines d'espérance plantées dans cette terre aride qu'est actuellement le Soudan du Sud.

Patrick Bittar

